

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO



**Sommet des Amériques 2001 — Les opposants à la ZLÉA occupent Québec jour et nuit dans le brouillard des gaz lacrimogènes.**

regroupant 146 pays, sur les médicaments, l'agriculture et le commerce des services.

Pour les médicaments, les pays les moins riches, menés par le Brésil et l'Inde, réclament de pouvoir fabriquer des médicaments génériques pour faire face aux pandémies (sida, tuberculose). Les États-Unis, le Canada, la Suisse et les sociétés pharmaceutiques s'y opposent. Le 20 décembre 2002, à Genève, l'accord sur les médicaments, promis par les pays riches, a échoué.

#### L'OMC à Cancún

Les membres de l'OMC ont déposé, le 31 mars 2003, leurs offres de libéralisation des marchés dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS, en vigueur depuis 1995). Les négociations sur le renouvellement de l'AGCS doivent se conclure avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les propositions canadiennes sur l'AGCS excluent la santé, l'enseignement public, les services sociaux et la culture. «En principe, on ne négocie que sur les services liés au commerce, mais la frontière avec les autres services est très poreuse», s'inquiète Christian Deblock.

Pour le commerce agricole, un accord est en vigueur depuis 1993 (Uruguay Round). En 2001, à Doha, l'OMC a convenu de négocier un nouvel accord pour 2005. «L'OMC s'est entendu sur un agenda. Ça a dérapé parce que les États-Unis ont décidé de subventionner leur agriculture massivement. Les négociations au sein de l'OMC piétinent», analyse le professeur Deblock. La prochaine conférence ministérielle de l'OMC, la cinquième, se tiendra à Cancún, au Mexique, en septembre 2003. □

>> RQIC : (514) 982-6606

## ZLÉA PAROLE AUX CITOYENS

Le Québec rejoint le mouvement de référendums populaires menés par les groupes sociaux des Amériques.

PAR ESTER SEGURA

Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) a commencé la consultation populaire sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) le 16 janvier 2003 au Québec. Mais un joueur important manque à l'appel : les syndicats de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ, 500 000 membres) n'y participeront pas.

André Leclerc, directeur du Service de solidarité internationale de la FTQ, affirme qu'il n'y a aucun désaccord avec le RQIC, mais, «à l'origine, l'accent était trop axé sur le rejet du processus actuel. Ce qu'on veut, c'est chercher des alternatives».

La consultation voulue par l'Alliance sociale continentale

(ASC) avait débuté en 2002 ailleurs en Amérique. Au Brésil, 10 millions de citoyens ont voté en septembre 2002. Sans surprise, 95% ont dit «NON». «On veut lancer un appel à un NON à la ZLÉA telle qu'elle se négocie actuellement», expose Marcela Escibano, porte-parole du RQIC.

#### Bureaux de vote

Des organisations ouvriront des bureaux de vote. Le Centre St-Pierre, 1212 rue Panet à Montréal, présentera avec *Recto Verso* une exposition de photos sur les mouvements de contestation à partir du 6 mai, à côté d'un bureau de votation.

La Confédération des syndicats nationaux (CSN, 280 000 membres) organisera des soirées thématiques et des sessions

de formation. «La ZLÉA n'est pas sans conséquences directes sur la vie de tous les jours. Il faut que les gens embarquent dans la lutte», explique Louis-Serge Houle, du Conseil Central de Montréal de la CSN.

À quoi va servir cette Consultation? Pour Christian Deblock, directeur du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM), «ce n'est pas tellement le résultat qui est important comme de savoir quelles sont les demandes de la société civile».

Trente-quatre pays, dont le Canada (Cuba est exclu), participent aux négociations de la ZLÉA. Le 15 février 2003, ils ont échangé des offres initiales sur l'accès aux marchés pour les biens, les services, l'investissement et les marchés publics. Ils ont maintenant jusqu'au 15 juin 2003 pour demander des améliorations aux offres.

La création de la ZLÉA, le plus riche et le plus vaste marché de consommateurs (800 millions) au monde, est prévue en 2005. Cela pèsera lourd sur les accords futurs au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC),